

---

## Bulletin d'histoire politique

**Lucia Ferretti, Brève histoire de l'Église catholique au Québec, Montréal, Boréal, 1999, 205 p.**

Nive Voisine



---

Volume 9, Number 1, Fall 2000

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1060450ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1060450ar>

[See table of contents](#)

---

### Publisher(s)

Bulletin d'histoire politique  
Comeau & Nadeau Éditeurs

### ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

---

### Cite this review

Voisine, N. (2000). Review of [Lucia Ferretti, Brève histoire de l'Église catholique au Québec, Montréal, Boréal, 1999, 205 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 9(1), 228–231. <https://doi.org/10.7202/1060450ar>

---

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 2000

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

---

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

Sur le plan épistémologique, l'entreprise de Bouchard repose sur le pari de faire tenir ensemble deux visions distinctes de l'activité historique : d'une part, l'histoire scientifique, positive, capable de dissiper les fausses représentations ; et d'autre part, l'histoire comme activité mémorielle, susceptible de fonder l'identité et les valeurs d'une communauté. À mon sens, la contribution de Bouchard illustre à quel point la puissance corrosive de la première ne peut manquer d'éprouver la seconde de façon permanente.

**Jean-Guy Prévost**

Département de science politique  
Université du Québec à Montréal

Lucia Ferretti, *Brève histoire de l'Église catholique au Québec*, Montréal, Boréal, 1999, 205 p.

Lucia Ferretti étudie l'histoire de l'Église catholique au Québec « à la lumière des contextes historiques successifs » dans lesquels elle plonge et en la situant « dans le réseau complexe du catholicisme mondial, ainsi que dans celui des forces sociales, culturelles et politiques qui, au pays même, se sont exercées sur elle et qu'elle a cherché à influencer ». Elle le fait en neuf chapitres qui permettent de caractériser les diverses étapes de son évolution.

Au temps du Régime français, c'est une « nouvelle Église » qu'on retrouve en Nouvelle-France. Nouvelle par le renouvellement issu du concile de Trente, qui lui a donné son élan initial ; nouvelle par le projet d'implanter le Christ en Amérique. Essentiellement missionnaire en ses débuts, cette Église nouvelle s'oriente ensuite vers la société coloniale en voie de constitution. Elle contribue ainsi à enraciner en Amérique un peuple catholique doté d'institutions sociales à caractère religieux. Comme son modèle français, c'est une Église habituée à la loyauté à la Couronne et subordonnée à l'État ; mais, conclut l'auteure, « dans la collaboration mutuelle et le respect par chacun des pouvoirs et des prérogatives de l'autre ».

De 1760 à 1839, l'auteure voit l'Église canadienne « sous le signe de la politique ». Pendant que l'Église universelle, aux prises avec le libéralisme et diverses crises nationalistes, renforce le pouvoir de la papauté, l'Église d'ici lutte pour assurer sa propre existence — ce qui colore les relations entre les évêques et les autorités britanniques — et elle subit les contrecoups d'une profonde transformation de la structure sociale du pays. Ses relations avec les nouvelles élites canadiennes passent de la connivence au conflit. Au total, une période difficile sur le plan politique, mais tout autant au point de vue religieux : pénurie de prêtres, activité missionnaire protestante, besoins d'œuvres sociales.

« L'ère Bourget » caractérise la période de 1840 à 1875. On assiste à l'irrésistible montée de l'Église dans la société québécoise, sous l'impulsion de M<sup>gr</sup> Ignace Bourget, évêque de Montréal. Ultramontaine avant tout, l'Église va à la rencontre du peuple et réussit à susciter un véritable renouvellement religieux. Puis elle s'attaque à l'organisation d'une chrétienté par la relance des missions extérieures, l'action pastorale dans les chantiers et les fronts pionniers, la création d'œuvres nouvelles en ville, la confessionnalisation de l'éducation. De plus en plus sûre d'elle, l'Église ultramontaine part en guerre contre le gallicanisme, qu'on dit incarné par les Sulpiciens et leurs amis, et surtout le libéralisme, que M<sup>gr</sup> Bourget et ses disciples pourchassent à outrance. Mais, à partir de 1860, la cohésion de l'épiscopat donne des signes de faiblesse, ce qui aboutit, avec l'arrivée d'Elzéar-Alexandre Taschereau à la tête de l'archidiocèse de Québec, à plusieurs conflits ouverts, notamment à propos de « l'influence spirituelle indue » ou de la création d'une université catholique à Montréal. L'intervention de Rome oblige les évêques à se retirer de la politique partisane — il y aura des sursauts ! — et conduit à la démission de M<sup>gr</sup> Bourget en 1876. Selon l'auteure : « Oui, vraiment, une page est tournée. »

Ce qui la conduit à faire des années 1876 à 1914 une période de transition. Elle explique son interprétation en exposant, à partir de la position géopolitique du Vatican, la marginalisation des héritiers du courant ultramontain, le confinement de l'influence de l'Église canadienne-française dans les frontières du Québec (selon les vues de l'épiscopat canadien-irlandais). Par ailleurs, face au triomphe du monde industriel, cette puissante Église nationale rêve d'une reconquête catholique de l'Amérique du Nord, développe un discours « agriculturiste » et tente de s'approprier la ville.

De la guerre 1914-1918 à la Révolution tranquille, c'est l'apogée et le déclin de l'Église nationale ; celle-ci s'y déploie pleinement « comme organisatrice principale de la société québécoise ». De prime abord, elle continue sur sa lancée du XIX<sup>e</sup> siècle, comme le laissent voir l'intensité de la vie religieuse du peuple, le rayonnement des missions extérieures, les services offerts aux diverses communautés qui s'installent surtout à Montréal, le nationalisme culturel et économique profond qu'elle prêche. Elle est suffisamment forte pour garder son emprise incontestée sur l'éducation et pour aider à la naissance d'un catholicisme social et des syndicats catholiques. Le Québec demeure une société confessionnelle et cléricale, malgré l'apparition de quelques lézardes. Mais la Crise des années 1930, soutient l'auteure, entraîne l'Église sur le terrain de la gestion directe de la société ; « elle se fait séculière ». L'Église, en effet, consacre beaucoup de ressources à lutter contre la misère, à contrôler les syndicats catholiques, à éradiquer le communisme ; elle doit aussi consacrer bien des énergies aux mouvements de jeunesse. Néglige-t-elle pour cela l'essentiel de sa mission ? On

est porté à le croire tout autant chez les Dominicains que dans certains cercles d'Action catholique. Ce qui est certain, c'est que la guerre et l'après-guerre accélèrent une sécularisation déjà commencée et que l'Église perd du terrain, particulièrement dans le domaine social. Et l'institution « lourde et bureaucratifiée » ne laisse guère de chances aux velléités de renouvellement spirituel.

À partir des années 1960 apparaît « Une Église en quête d'elle-même ». Dans un contexte de changement accéléré (Révolution tranquille, concile Vatican II), l'Église ancienne cède la plupart de ses responsabilités traditionnelles à l'État, en même temps qu'elle s'engage dans une phase de renouvellement profond en catéchèse, liturgie, vie religieuse, organisation paroissiale et diocésaine, relations clercs-laïcs, etc. Positifs à plus d'un point de vue, ces changements n'empêchent pas, créent même chez certains, un immense désarroi et un détachement de l'institution de nombre de plus en plus grand de fidèles. Que l'épiscopat et Rome surtout appliquent un frein à l'*aggiornamento*, et s'installe alors « une période de désintérêt envers les changements institutionnels et d'indifférence envers l'Église ». Cette institution, aujourd'hui marginale, n'a plus qu'une parole sans audience et, sans tonus, est tentée par le repli sur soi. Ce qui contraste, cependant, avec la vigueur des engagements de certains chrétiens et de leur réflexion au cœur des enjeux actuels. Tout n'est donc pas joué définitivement ; au milieu des tiraillements, une partie de l'institution noue des liens nouveaux avec l'extérieur ; ainsi, conclut l'auteure, « le message chrétien de fraternité et d'espérance persiste-t-il à inspirer la société québécoise ».

Ce résumé rapide ne donne qu'une pâle idée de la valeur documentaire et interprétative de cette brève histoire. La synthèse, ample et complète, s'appuie sur les meilleures études d'histoire religieuse, mais l'auteure expose sa propre interprétation, très souvent originale. Tout scientifique qu'il soit, le livre est écrit dans une langue limpide, agréable à lire et efficace.

Malgré la solidité de la documentation, il s'est glissé dans le texte quelques inexactitudes qu'il sera facile de corriger. En voici quelques-unes : p. 28 : pendant le Régime français, les futurs prêtres ne font pas leur théologie au séminaire, mais bien au collège des jésuites ; p. 75 : la société Saint-Vincent-de-Paul a été organisée à Québec avant Montréal ; p. 75 : l'asile d'aliénés de Beauport a été confié aux Sœurs de la Charité de Québec (et non aux Sœurs grises) en 1893 (et non en 1874) ; p. 86 : M<sup>sr</sup> Elzéar-Alexandre Taschereau n'a jamais été coadjuteur de l'archevêque de Québec (lui-même le devient en 1870), c'est à titre de vicaire général et de recteur de l'Université Laval (et spécialiste du droit canon) qu'il est consulté et qu'il consulte Rome ; p. 148 : M<sup>sr</sup> Georges Courchesne étant mort en 1950, on peut difficilement dire que « M<sup>sr</sup> Courchesne de Rimouski et quelques-uns de ses confrères réussissent à éloigner l'épiscopat des autres grandes grèves menées

dans les années 1950 par la CTCC... ». Il va sans dire que ces inexactitudes n'infirmen en rien la qualité de la synthèse.

Cette *Brève histoire de l'Église catholique au Québec* s'adresse avant tout aux spécialistes de l'histoire religieuse et à tous ceux que l'histoire intéresse. Elle devrait aussi atteindre le grand public et les spécialistes d'autres disciplines, qui d'une manière ou d'une autre ont à traiter de l'Église catholique du Québec. Ils y trouveront rapidement des éléments qui nous éviteront de lire, sur les questions religieuses, des poncifs caricaturaux dans des ouvrages qui se veulent sérieux.

**Nive Voisine**

Professeur émérite  
Université Laval

Kenneth McRoberts, *Un pays à refaire. L'échec des politiques constitutionnelles canadiennes*, Montréal, Boréal (traduction), 1999, 483 pages.

Ce livre est une contribution de très haut niveau à l'étude de la question nationale et constitutionnelle au Canada et au Québec. La thèse de Kenneth McRoberts est que si le Canada est passé si près de la rupture en 1995 c'est essentiellement dû aux mauvaises stratégies du gouvernement fédéral et plus précisément celles de Pierre Elliott Trudeau. L'objectif de McRoberts est de retracer les origines de la crise actuelle afin de démontrer qu'elle n'était pas inévitable. La crise est née de la stratégie d'unité nationale pratiquée dans les années 1960. L'objectif de Trudeau était de créer une nouvelle « identité nationale » où les Canadiens partageraient « from coast to coast » une même conception de leur pays. Pour ce faire, il s'était fixé comme objectif de convaincre les Québécois d'abandonner leur attachement à l'idée de nation québécoise pour s'identifier prioritairement au Canada. Toute cette stratégie est responsable, selon McRoberts, du gros gâchis que l'on connaît.

La stratégie de Trudeau consistait, dans un premier temps, à mettre de côté les revendications de la Commission sur le bilinguisme et le biculturalisme mise sur pied par le gouvernement de Pearson. Kenneth McRoberts se réclame justement des résultats de cette commission. Selon lui, Lester Pearson avait réussi à élaborer une stratégie d'unité nationale qui tenait compte du nationalisme québécois plutôt que de tenter de le faire disparaître. La stratégie de Pearson était plus susceptible de réussir car elle prenait en compte la tradition historique du pays. De plus, les deux autres partis fédéraux et une partie de l'intelligentsia canadienne anglophone soutenaient cette approche.